Attribution de temps

M. Rodriguez: Où sont ces gens au goût du risque?

M. Lewis: Monsieur le Président, j'avais bien préparé mon discours . . .

Des voix: Oh, oh!

M. Lewis: Je me suis laissé emporter à cause de l'irresponsabilité des députés de l'opposition, mais je suis heureux d'avoir participé au débat.

M. Len Hopkins (Renfrew-Nipissing-Pembroke): Monsieur le Président, certains députés ne semblent pas bien comprendre l'objet de ce projet de loi.

Une voix: C'est vous qui n'y comprenez rien!

M. Hopkins: Je voudrais le préciser à leur intention. Le projet de loi C-79 vise à indemniser les déposants de la Banque Commerciale du Canada, de la Compagnie de Placements Hypothécaires CCB et de Norbanque relativement aux dépôts non assurés, comme le député d'Ottawa-Vanier l'a si bien signalé à mon préopinant.

Ce dernier a dit avoir préparé son exposé avec soin. Je n'aimerais pas être là le jour où il ne l'aurait pas aussi bien préparé.

Je voudrais apporter une autre précision. Le député de Lévis (M. Fontaine) a lui aussi pris la parole. Il a dit: «Nous, conservateurs, parlons d'une opération de sauvetage de 470 millions de dollars, alors que l'opposition parle d'une opération de sauvetage de 1 milliard de dollars.» Je trouve que le gouvernement conservateur serait bien avisé d'inviter ses représentants qui doivent traiter d'un projet de loi à la Chambre à se donner au moins la peine de le lire. L'article 16 dit en effet:

Sont affectés à l'application de la présente loi huit cent soixante-quinze millions de dollars à prélever sur le Fonds du revenu consolidé au fur et à mesure des besoins.

Ce qui n'empêche pourtant pas le député de déclarer tout net: «Nous, conservateurs, parlons d'une opération de sauvetage de 470 millions de dollars.» C'est le comble de la fumisterie!

Je voudrais apporter encore une autre rectification. Le gouvernement n'a jamais fourni à la Chambre la liste des déposants avant de la saisir de ce projet de loi. Il ne la lui a pas fournie non plus avant de présenter cette motion relative à l'attribution du temps.

Nous ne disposons d'aucun renseignement au sujet de la Norbanque. Je dois rappeler à tous les députés que si nous sommes là, c'est précisément pour rendre des comptes aux contribuables. Nous ne sommes pas là pour adopter aveuglément un projet de loi dont le gouvernement n'a pas su nous expliquer le principe ni préciser qu'il devait servir à indemniser les titulaires de dépôts non assurés dans ces banques.

Je rappelle en outre au gouvernement que c'est un gouvernement libéral qui, il y a cinq ans environ, a fait adopter le projet de loi qui a fait passer de \$20,000 à \$60,000 le montant maximum des dépôts assurés. Voilà maintenant que le gouvernement actuel, sans discernement, veut indemniser tout le

monde. Nous sommes tous comptables envers les contribuables, et j'espère que les députés du parti ministériel sont prêts à aller expliquer aux personnes âgées et aux familles de leur circonscription pourquoi elles ont perdu leurs déductions d'impôt. J'espère qu'ils peuvent expliquer pourquoi ils viennent financièrement au secours des riches.

● (1300)

Qu'est devenue la belle théorie conservatrice de la libre entreprise? Nous avons entendu tant de discours à la législature précédente sur l'investissement et la nécessité de donner aux gens la chance d'investir et de prendre des risques.

M. Gauthier: Un gouvernement ouvert.

M. Hopkins: Oui. Mais les risques sont nuls. Dès que le gouvernement voit ses amis dans l'embarras, il les renfloue à même les deniers publics soutirés des goussets des contribuables. Le sujet de notre débat est la pire crise du système bancaire de notre histoire, probablement depuis le scandale des chemins de fer des années 1870.

Le gouvernement va se faire constamment remettre sur le nez sa tentative de faire des économies sur le dos des personnes âgées. Il a retiré 170 millions de dollars de l'une des meilleures industries de haute technologie du Canada, soit l'Énergie atomique du Canada Limitée. A quelle fin? Où est l'argent, monsieur le Président? Ces 170 millions servent-ils aujourd'hui à indemniser les amis du parti conservateur du Canada?

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les députés conservateurs expliquer au cours du débat qu'ils avaient dû imposer la clôture parce que l'opposition avait eu l'impudence de faire traîner le débat. Je me souviens, comme d'autres députés sûrement, que par le passé, quand les gouvernements précédents limitaient la durée d'un débat, on entendait les protestations les plus véhémentes de la part de l'opposition. N'est-il pas étrange de voir les conservateurs changer d'attitude maintenant qu'ils siègent du côté du gouvernement? Il est maintenant respectable à leurs yeux d'imposer la clôture. Je me souviens que du temps où j'occupais l'un des beaux sièges du côté ministériel, notre parti, comme gouvernement, a proposé de limiter un débat. Les députés de l'opposition se sont levés et ont entonné l'«Ô Canada». Ils n'étaient pas en voix mais ils l'ont quand même chanté. Ils doivent penser que si nous étions une opposition digne de ce nom, nous entonnerions l'hymne national dans l'espoir de sauver le Canada de ce gouvernement conservateur.

M. Lewis: Épargnez-nous ce supplice.

M. Hopkins: Les députés ministériels tentent par tous les moyens de faire croire que cette affaire concerne l'ouest du Canada. Elle concerne l'ensemble du Canada et tous les Canadiens, d'un océan à l'autre. Quand le gouvernement cherche à donner à une question une dimension régionale, il tente de balkaniser le Canada.